

## La certification forestière à dix ans : état des lieux

L'outil de certification défini par *Forest Stewardship Council (FSC)* en 1993 devait contribuer à élever les standards de gestion forestière en vue de sa durabilité dans le monde entier, particulièrement pour les forêts tropicales. Cette gestion durable des forêts sous-entend notamment les activités d'inventaire forestier, de suivi et d'évaluation, de techniques améliorées en sylviculture et de conservation de la biodiversité. Dans ce sens, les forêts tropicales qui fournissent moult services vitaux présentent de grandes complexités. Elles comptent majoritairement plus de 400 différentes espèces d'arbres, de grandes surfaces dépendent de gouvernements aux ressources et capacités limitées, souvent les droits des communautés locales sont peu pris en compte et la législation foncière n'est pas définie, parfois la corruption s'est institutionnalisée. Dans la réalité, sur les 100 millions d'hectares de forêts dont l'aménagement a été certifié, seuls 3% ont trait à la zone tropicale et de ceux-ci une infime part concerne les forêts naturelles tropicales.

Sur une si courte existence, les attentes face à la certification étaient trop grandes. Ainsi le relève le document édité par *Forest Trends*, « *Certification in complex socio-political settings* », et explique qu'à l'aube d'une deuxième décennie, le défi majeur de la certification résidera encore en zone tropicale et dans les régions dites « économiquement en transition ». Là, la complexité des problèmes y est accentuée par une situation où font souvent défaut la

bonne gouvernance et le projet politique, ainsi que l'existence de marchés, et où perdure donc la logique « donneur-assisté ». Mais les auteurs analysent également plusieurs expériences et capitalisations en vue d'activités futures. Différentes normes, incluant *FSC*, *Pan European Forest Certification scheme (PEFC)* et des initiatives nationales ou entrepreneuriales, ont donné lieu à des applications encourageantes, par exemple en Amérique Centrale et du Sud et en Russie.

Le cas de la Russie reflète différentes facettes de la réalité. Le projet de certification *Priluzye Model Forest (PMF)* couvrant 795'000 ha dans la République de Komi au nord-est de la Russie a été lancé en 1996 par le WWF. En 2002, l'ONG *Silver Taiga* a repris le flambeau avec un appui financier de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC). Un point très intéressant de ce projet est le développement d'un

*Activités en forêt certifiée à Objachevo, République Komi.  
Photo : J. Blaser, 2002*



## Table des matières

Article de fond	
<b>La certification forestière a dix ans: état des lieux</b>	<b>1</b>
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
<b>La mondialisation, un risque ou une chance pour une agriculture diversifiée et adaptée ?</b>	<b>3</b>
<b>Agricultural Investment Sourcebook</b>	<b>3</b>
<b>Atelier sur la décentralisation, les systèmes fédéraux et les programmes nationaux en foresterie</b>	<b>4</b>
<b>La mobilité : un facteur critique pour la conservation de la biodiversité</b>	<b>4</b>
<b>Les nouvelles législations foncières en Afrique : sont-elles justes et efficaces ?</b>	<b>5</b>
<i>Mise en œuvre</i>	
<b>Politique forestière nationale au Kirgizstan</b>	<b>5</b>
<b>Services zootechniques et réduction de la pauvreté</b>	<b>6</b>
<b>Technologies de l'information et de la communication (TIC) et développement rural en Inde</b>	<b>6</b>
<b>Comment améliorer la participation du secteur privé (PSP) dans l'approvisionnement en eau ?</b>	<b>7</b>
<i>Recherche</i>	
<b>Nouveau riz pour l'Afrique</b>	<b>8</b>

## ARTICLE DE FOND

système cartographique pour la détection de surfaces de forêts à haute valeur de conservation (HCVF), ces dernières représentant 11% de la surface de la forêt modèle. Cette méthode d'inventaire a été reprise en 2001 par les autorités forestières locales qui ont ainsi répertorié 5.5 millions ha de HCVF dans la République de Komi. Comme, en principe, l'exploitation des HCVF nécessite l'obtention d'un label FSC, cette dynamique a incité les différents partenaires du projet à établir un groupe de travail régional FSC. Si ce processus a eu des impacts sur la planification d'une gestion durable des forêts, il nécessite encore du temps pour être réellement intégré aux pratiques forestières courantes. L'instabilité des autorités forestières locales, le court-terme des concessions forestières, ainsi que la méconnaissance de la valeur ajoutée amenée par la certification constituent encore une part des lacunes de la base institutionnelle du processus de certification dans cette région. Néanmoins, IKEA travaille étroitement avec le WWF pour le développement du modèle «staircase», une approche innovatrice de certification. Elle se base sur un audit qui identifie les écarts entre les pratiques en cours et le standard de la gestion durable des forêts, puis elle planifie des actions en vue de remédier aux écarts constatés, et vérifie régulièrement la portée de ces actions et les progrès engendrés. Le modèle «staircase» est utilisé par la firme IKEA afin d'augmenter le volume de bois certifié dans sa chaîne d'approvisionnement, et ainsi d'être assurée que ses produits finis proviennent de forêts durables.

### SOURCE

*Certification in complex socio-political settings: looking forward to the next decade.* Ed. Michael Richards. *Forest Trends*, 2004. 33 p.  
[www.forest-trends.org/resources/pdf/Complex%20Settings.pdf](http://www.forest-trends.org/resources/pdf/Complex%20Settings.pdf)

### Autres lectures :

*La certificación forestal y las comunidades: mirando hacia la siguiente década.* Ed. Augusta Molnar. *Forest Trends*, 2003. 91 p.  
[www.gtz.de/forest\\_certification/download/d66s.pdf](http://www.gtz.de/forest_certification/download/d66s.pdf)

*Etude de faisabilité sur la certification forestière panafricaine.* Ed. Indufor Oy. *INDUFOR*, 2002. 112 p.  
[www.gtz.de/forest\\_certification/download/d63f.pdf](http://www.gtz.de/forest_certification/download/d63f.pdf)

## La mondialisation, un risque ou une chance pour une agriculture diversifiée et adaptée ?

La libéralisation du commerce mondial avance à grands pas, mais les négociations sont fastidieuses en raison de points de vue antagonistes sur la mondialisation de l'agriculture. Deux publications récentes analysent les effets et les potentialités de la mondialisation dans le domaine agricole sous différents angles. Colin Hines voit dans la libéralisation avant tout une mise en péril des systèmes d'alimentation locaux, et partant, une menace pour la sécurité alimentaire. Les multinationales exercent une influence toujours plus grande sur la production agricole et l'augmentation de la productivité se fait au détriment des conditions de travail, environnementales et sociales. Aussi, Hines plaide-t-il pour une « localisation » de la vie économique, axée sur l'autodétermination et l'autonomie des populations concernées.

Par contre, pour les auteurs du document de travail « Agriculture and Rural Development », la libéralisation recèle des chances pour les petits paysans. En misant sur une diversification de la production plutôt que sur la monoculture industrielle, ils pourraient tirer profit de la mondialisation du commerce. Les auteurs soulignent toutefois que des systèmes de production diversifiés, adaptés aux conditions naturelles, doivent aussi pouvoir réagir souplement aux besoins et à la demande du marché. L'accès à des informations actuelles sur les marchés, aux nouvelles technologies, ainsi que la formation des paysans sont des conditions essentielles pour une diversification réussie. Il revient aux donateurs internationaux d'aider les couches les plus pauvres de la population à utiliser ces possibilités.

### SOURCES

*A Global Look to the Local: Replacing economic globalisation with democratic localisation.* Colin Hines. IIED 2003. 79 p.  
[www.iied.org/docs/sarl/GlobaltoLocal\\_Hines.pdf](http://www.iied.org/docs/sarl/GlobaltoLocal_Hines.pdf)

*Agricultural Diversification for the Poor: Guidelines for Practitioners.* Shawki Barghouti et al. Agriculture and Rural Development Discussion Paper 1. The World Bank. 2004. 48p.

[http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/ardext.nsf/11ByDocName/AgriculturalDiversificationforthePoorGuidelinesforPractitioners/\\$FILE/Diversification\\_Web.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/ardext.nsf/11ByDocName/AgriculturalDiversificationforthePoorGuidelinesforPractitioners/$FILE/Diversification_Web.pdf)

## Agriculture Investment Sourcebook

La nouvelle stratégie de la Banque mondiale en matière de développement rural consiste à soutenir la croissance agricole en mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté et sur l'utilisation durable des ressources naturelles. Un nouveau manuel en ligne aide les acteurs à concrétiser cet objectif. Cet ouvrage de référence donne aux responsables de projet et autres acteurs intéressés un aperçu des expériences et innovations positives (y compris quelques exemples d'expériences négatives) en matière d'investissement agricole pour combattre la pauvreté.

Le « Sourcebook » est articulé en 11 modules thématiques qui couvrent des aspects politiques, institutionnels, technologiques, écologiques et économiques. Chaque module présente 'son' thème de manière concise, donne les résumés des expériences faites dans des domaines d'investissement précis ainsi que des exemples de cas novateurs.

La publication permet au lecteur de se faire rapidement une idée sur les grands thèmes du développement rural, mais elle ne fournit pas de données détaillées sur la planification et la réalisation d'investissements correspondants.

Dans sa première édition, le Sourcebook se base principalement sur les expériences de la Banque mondiale elle-même ; il est prévu que les éditions suivantes intègrent celles d'organisations d'aide au développement et d'Etats.

### SOURCE

*Agriculture Investment Sourcebook.* World Bank. 2004.  
[www-esd.worldbank.org/ais/](http://www-esd.worldbank.org/ais/)

## Atelier sur la décentralisation, les systèmes fédéraux et les programmes nationaux en foresterie

Lors d'un atelier organisé par la Suisse (OFEFP, DDC, Intercooperation) et l'Indonésie (le gouvernement indonésien et le Center for International Forestry Research CIFOR) dans le but d'alimenter le débat du Forum des Nations Unies sur les Forêts (UNFF), les participants ont cherché des moyens pour améliorer la qualité des activités traditionnelles liées aux forêts. Les discussions ont porté entre autres sur l'équilibre entre centralisation et décentralisation, et plus spécialement sur les problèmes pouvant survenir pendant les phases de transition du processus de décentralisation. Jagmohan Maini, un professionnel onusien a relevé : « Les présentations de haut niveau et les résultats qui ont émané des différents groupes de travail constituent un apport précieux au processus UNFF, notamment en terme de structuration et de systématisation des discussions futures, avec la définition de concepts et d'un vocabulaire ».

Une manifestation connexe organisée lors du 4ème congrès de l'UNFF à Genève, le 4 mai, avec plus de 60 participants, a été l'occasion d'informer cette assemblée intergouvernementale sur les résultats de l'atelier d'Interlaken.

En ce qui concerne les décisions de l'UNFF en rapport avec l'atelier d'Interlaken, des délégués ont réussi à ancrer le terme de « décentralisation » dans la Résolution sur les aspects sociaux et culturels des forêts. La disposition correspondante est formulée comme suit (OP 8) : « Encourage countries as appropriate to explore options for decentralization of decision making on sustainable forest management, including through sharing experiences and lessons learned, as a possible means to effectively address social and cultural aspects ».

Le rapport provisoire de l'atelier peut être consulté à l'adresse :

[www.intercooperation.ch/offers/events/interlaken-2004/InterlakenUneditedDraftReport.pdf](http://www.intercooperation.ch/offers/events/interlaken-2004/InterlakenUneditedDraftReport.pdf) ; il sera retravaillé et traduit dans les six langues de l'ONU en vue de sa présentation en tant que document officiel lors du prochain congrès de l'UNFF en 2005 à New York. Pour explorer d'autres pistes possibles, plusieurs pays, inclus l'Indonésie et la Suisse, analysent actuellement les moyens de promouvoir une évaluation et mise en œuvre réalistes des processus de décentralisation de la gestion des forêts.

### S O U R C E

*Interlaken Workshop on decentralization, federal systems in forestry and national forest programmes, 27-30 April 2004, Interlaken, Switzerland*  
[www.iisd.ca/sd/forest/sdlak](http://www.iisd.ca/sd/forest/sdlak)

## La mobilité : un facteur critique pour la conservation de la biodiversité

Les populations nomades, avec leur expérience séculaire dans l'utilisation des ressources adaptée aux conditions naturelles, contribuent dans une importante mesure à la conservation de la biodiversité, plus spécialement dans les régions sèches. Par leurs mouvements migratoires à travers de vastes habitats, aussi transfrontaliers, ils relient différentes zones écologiques, favorisant le transfert de semences et d'insectes. Ils ont ainsi créé des corridors biologiques qui s'avèrent aujourd'hui d'une importance cruciale pour la conservation d'ensembles paysagers.

Fondée en 2003 lors du World Parks Congress, la World Alliance of Mobile Indigenous Peoples WAMIP (Alliance des peuples indigènes non sédentaires) se mobilise en faveur de la reconnaissance et de la défense des droits de ces groupes de population, par l'amélioration du transfert de savoir et de leur représentation dans le dialogue des politiques. La nouvelle alliance lutte aussi et surtout pour empêcher que les populations nomades ne se trouvent coupées de leurs aires traditionnelles de pâture et de migration par des zones de protection.

### S O U R C E

*World Alliance of Mobile Indigenous Peoples. 2003.*  
[www.iucn.org/themes/ceesp/WAMIP.htm](http://www.iucn.org/themes/ceesp/WAMIP.htm)

## Les nouvelles législations foncières en Afrique : sont-elles justes et efficaces ?

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs Etats d'Afrique sub-saharienne ont incorporé des règles traditionnelles sur la propriété foncière et l'utilisation du sol dans leurs nouvelles législations foncières. Celles-ci ménagent désormais une place plus importante aux droits des groupes de population menacés, par exemple les femmes, les bergers, les migrants, et délèguent une part des responsabilités en matière de partage et de titularisation des terres aux institutions locales. Mais est-ce suffisant pour arriver à une bonne gouvernance dans le domaine foncier, sachant qu'il s'agit là d'une condition centrale pour une agriculture durable ? Une étude de l'International Institute for Environment and Development (IIED) analyse la situation actuelle relative à la propriété et à l'administration des terres et tire des conclusions sur les expériences faites dans les domaines de la sécurité foncière, du remaniement parcellaire, de la gestion décentralisée et de l'implication de groupes de population menacés. Les auteurs ont identifié entre autres trois lacunes et domaines d'action majeurs : le manque d'institutions, le faible niveau d'information de la population et la nécessité d'intégrer les réformes foncières dans une stratégie de développement globale.

Malheureusement, les auteurs ne formulent guère de propositions concrètes susceptibles d'aider les acteurs concernés à améliorer la situation. Il faut

dire que la multiplicité des conditions-cadre sociales, juridiques et historiques des différents Etats africains est si grande que la formulation de solutions dépasse les possibilités d'une étude de cette envergure.

### SOURCE

*Land Tenure and Administration in Africa: Lessons of Experience and Emerging Issues.* Lorenzo Cotula, Camilla Toulmin, Ced Hesse. IIED, FAO 2004. 44p.  
ISBN: 1 84369 497 2

## Mise en œuvre

### Politique forestière nationale au Kirgizstan

Une rencontre organisée par la FAO en novembre 2003 a réuni une « communauté de pratique », notamment autour de la question de l'utilisation des outils pour l'évaluation de la participation dans les programmes forestiers nationaux. L'évaluation de l'expérience participative de 5 ans de la politique forestière au Kirgizstan y est présentée de manière méthodique, donnant au lecteur, à chaque étape de l'évaluation, des éléments desquels s'inspirer pour conduire un tel processus dans un autre cadre. Définis auparavant dans le *National Concept for Forestry Development*, les principes avaient trait notamment à la conservation de la biodiversité et à la lutte contre la pauvreté, alors que les critères reposaient entre autres sur l'amélioration de l'image du service forestier étatique, ainsi que la promotion de l'usage durable des ressources forestières par la population locale. En phase d'élaboration, les indicateurs discutés et leurs sources de vérification concernent particulièrement les éléments suivants : la participation des gardes-forestiers à la planification et à la gestion, l'attribution des bénéfices issus de la vente de produits forestiers aux ménages, le nombre de personnes engagées dans la gestion forestière communautaire et, enfin, la surface de plantations créée.

### SOURCES

*Enhancing stakeholder participation in national forest programmes. Proceedings of the second technical meeting of the community of practice, Rome, 24–25 November 2003.* 3 p.  
[www.fao.org/DOCREP/MEETING/007/AC922E/AC922E00.HTM](http://www.fao.org/DOCREP/MEETING/007/AC922E/AC922E00.HTM)  
*Annex 5, National Forest Policy in Kirgizstan: 5 years on the road with participation.* 16 p.  
[www.fao.org/DOCREP/MEETING/007/AC922E/AC922E07.htm](http://www.fao.org/DOCREP/MEETING/007/AC922E/AC922E07.htm)

## Services zootecniques et réduction de la pauvreté

L'augmentation de la demande en viande et en produits laitiers dans les pays en développement peut être une chance pour des millions d'éleveurs pauvres. Cependant, les services en faveur de la production animale proposés dans le cadre des programmes de développement sont trop peu axés sur les petits éleveurs et la réduction de la pauvreté. Une nouvelle étude, basée sur la littérature pertinente et plusieurs études de cas, a cherché à établir quelles étaient les mesures susceptibles d'améliorer la situation. Elle a retenu les deux éléments suivants pour une réorientation réussie : 1) identifier les régions et les systèmes de production où le développement de la production animale serait le mieux à même de contribuer à la réduction de la pauvreté et 2) impliquer davantage les petits éleveurs dans la planification et la mise en œuvre des programmes de développement. L'étude

donne plusieurs propositions pour améliorer les services zootecniques : répartition judicieuse des rôles entre secteur public et secteur privé, intégration plus ciblée des femmes, prise

*Un berger M'Borroro avec son troupeau. IFAD Central African Republic-National Livestock Project. Photo : Roberto Faidutti (IFAD)*



en compte des problèmes spécifiques des communautés touchées par le sida, promotion des organisations d'éleveurs, utilisation de technologies adaptées, services financiers en faveur des plus démunis, etc. Par contre, les aspects environnementaux ne sont que marginalement traités.

### SOURCE

*Les services zootecniques et les pauvres. Une initiative mondiale. Collecte, coordination et partage de données d'expérience. Rome, mars 2004. 152 p.*  
[www.ifad.org/irkm/book/french.pdf](http://www.ifad.org/irkm/book/french.pdf)

### Autres lectures :

*The Role of Livestock in Economic Development and Poverty Reduction. Martin Upton. Pro-Poor Livestock Policy Initiative Working Paper No. 10, FAO, 11. February 2004. 66p.*  
[www.fao.org/ag/againfo/projects/en/ppipi/docarc/wp10.pdf](http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/ppipi/docarc/wp10.pdf)

## Technologies de l'information et de la communication (TIC) et développement rural en Inde

Une étude s'est penchée sur trois projets TIC menés en Inde, qui poursuivent tous le même objectif : fournir des informations utiles à la population rurale. Des kiosques – locaux villageois équipés d'ordinateurs et d'une connexion Internet – constituent les plaques tournantes de cette information. Il s'agit de services de proximité destinés aux paysannes et paysans qui veulent se renseigner sur les prévisions météorologiques, les prix du marché, le savoir et les techniques agricoles. Ils sont conseillés par des collaborateurs de projet. Un des projets est gouvernemental, le deuxième est mené par une coopérative sucrière avec le soutien financier de l'Etat et le troisième est financé par une entreprise de moyens auxiliaires agricoles.

Il ressort de cette étude que les kiosques sont le plus utilisés par des hommes jeunes, relativement bien formés. A noter que la population pauvre a aussi participé de manière représentative au projet étatique. Partout, les kiosques ont suscité un très vif intérêt auprès de la population rurale. Pour l'heure, les TIC ne sont encore que peu utilisées pour la recherche d'informations et leur usage est plutôt réservé à la communication. En raison de leurs différences, les projets sont difficilement comparables.

L'étude relève que le potentiel des TIC est loin d'être épuisé et que ces projets sont plus que des services de consultation conventionnels avec un grand budget

d'outils informatiques. Les initiatives lancées par l'Etat, les ONGs et le secteur privé pour implanter les TIC dans l'espace rural vont sans doute se multiplier rapidement et réduire ainsi l'écart digital entre ville et campagne.

### SOURCE

*Information and Communication Technology in Agricultural Development: A Comparative Analysis of Three Projects from India. Shaik. N. Meera, Anita Jhamtani, D. U. M. Rao. In: AgREN Network Paper No.135, odi, January 2004. 20p.*  
[www.odi.org.uk/agren/papers/agrenpaper\\_135.pdf](http://www.odi.org.uk/agren/papers/agrenpaper_135.pdf)

# Comment améliorer la participation du secteur privé (PSP) dans l'approvisionnement en eau ?

Pour atteindre l'un des Objectifs du millénaire (Millenium Development Goals) qui consiste à réduire de moitié, jusqu'en 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable, à des installations sanitaires et d'évacuation des eaux usées, il faut conjuguer les efforts de tous les acteurs : pouvoirs publics, organisations multilatérales, secteur privé et société civile. La participation de l'économie privée permettrait d'améliorer les performances du secteur de l'eau, mais souvent il manque des lignes directrices et des instruments pour une planification et réalisation efficaces, efficaces et équitables de projets PSP.

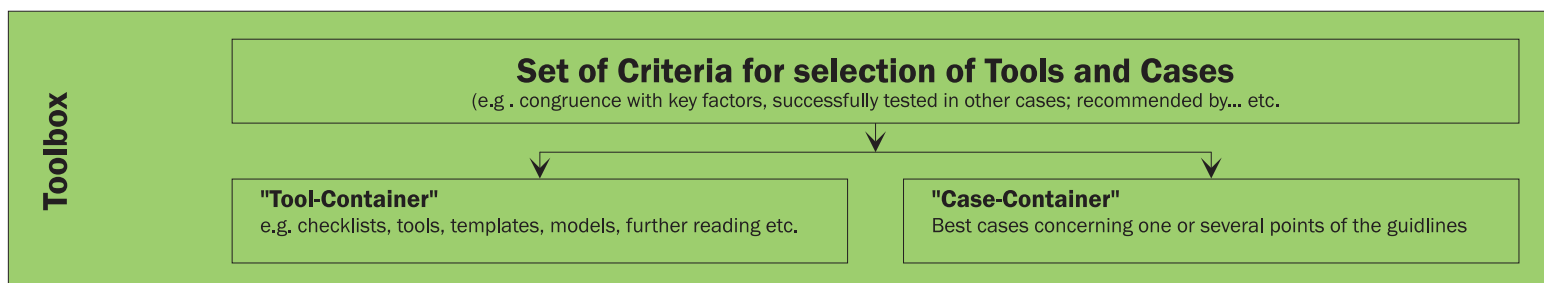
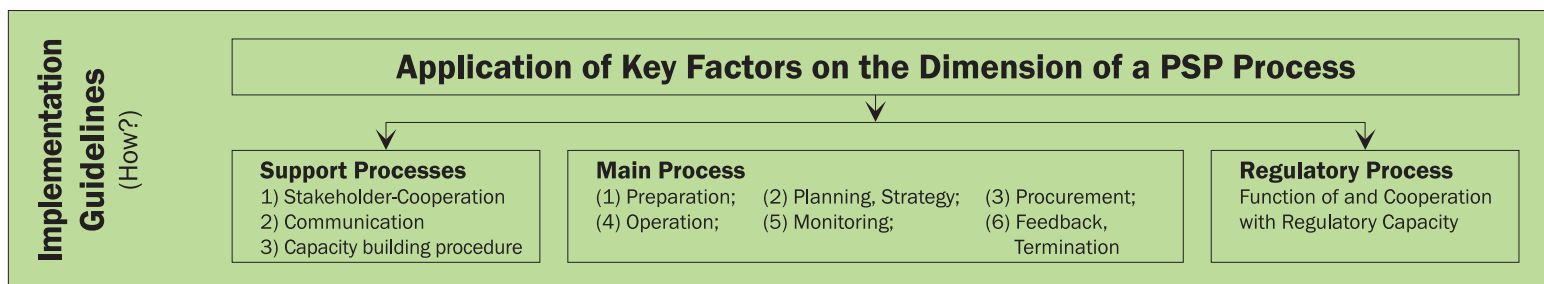
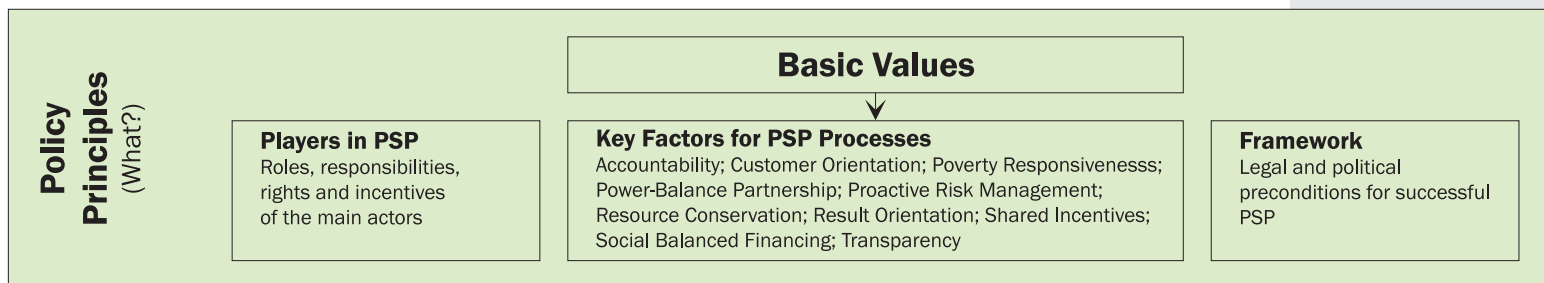
Une initiative conjointe du gouvernement suisse (représenté par la DDC et le seco) et Swiss Re, travaillent à la formulation de principes politiques (valeurs fondamentales, facteurs clés, rôles et responsabilités des acteurs), de lignes directrices à l'intention des professionnels (inclus des instruments et des exemples de réussite). Il s'agit d'un processus à plusieurs niveaux, mené en collaboration avec les principaux acteurs.

Parmi les facteurs clés pour une participation fructueuse du secteur privé, on mentionne notamment : l'orientation sur la réduction de la pauvreté, l'utilisation respectueuse des ressources, la transparence, le financement équilibré sur les plans social et économique, la gestion proactive des risques.

Une boîte à outils, comprenant des listes de contrôle, des instruments, des références bibliographiques et des études de cas, offre une aide précieuse à la réalisation de projets PSP.

**SOURCE**

*Policy Principles and Implementation Guidelines for Private Sector Participation in Sustainable Water Supply and Sanitation Services. Swiss Agency for Development and Cooperation SDC, SwissRe, State Secretariat for Economic Affairs seco. April 2004. [www.pspwater.org/public/index.html](http://www.pspwater.org/public/index.html)*



## Nouveau riz pour l'Afrique

Un chercheur de Sierra Leone, Dr. Monty Jones, a reçu le Prix mondial de l'alimentation 2004 pour la culture d'une nouvelle sorte de riz, le « New Rice for Africa » (NERICA), obtenu par le croisement de riz asiatique d'excellent rendement et de riz africain bien adapté aux conditions africaines. Les principales vertus du NERICA sont les suivantes : un haut rendement, une durée de végétation plus courte, une teneur en protéines plus élevée et une bonne résistance contre les maladies et la sécheresse.

On conçoit aisément le potentiel considérable d'un tel riz en Afrique centrale et occidentale où la sécurité alimentaire est précaire. Sans compter qu'avec l'urbanisation et le changement des habitudes alimentaires, la demande de riz augmente chaque année de 6 %. Pour couvrir cette demande, le riz doit être importé à grand frais. Les 20 millions de petits paysans – dont une majeure partie de femmes – n'ont pas les moyens d'améliorer le rendement des sortes de riz traditionnelles par irrigation, fertilisation ou l'emploi de pesticides.

Le NERICA peut contribuer à améliorer la situation. En 1996, les premiers paysans ont testé le nouveau riz et les surfaces de culture ont déjà nettement augmenté ces dernières années sur les hauts plateaux d'Afrique centrale et de l'ouest. Le but du projet est d'introduire le NERICA également dans les régions de plaine, au climat différent, ainsi qu'en Afrique de l'est. On attend encore la grande percée du NERICA, car cela nécessite du temps jusqu'à ce que les paysans s'approprient un nouveau produit.



Agricultrices évaluant le tri participatif par la sélection de variété (PVS), zone forestière, Gambie. Photo : WARDA

### SOURCES

*Chinese and African Scientists Named Co-Winners of the 2004 World Food Prize. Press Release. The World Food Prize Foundation. 3 p.*

[www.worldfoodprize.org/04laureates/prelease.htm](http://www.worldfoodprize.org/04laureates/prelease.htm)

*NERICA on the move. A symbol of hope for rice farmers in Africa. West Africa Rice Development Association (WARDA) – 2003. 5 p.*  
[www.warda.org/NERICA%20flyer/technology.htm](http://www.warda.org/NERICA%20flyer/technology.htm)

*New Rice for Africa: NERICA – Rice for Life. West Africa Rice Development Association (WARDA), 2001. 8 p.*  
[www.warda.org/publications/NERICA8.pdf](http://www.warda.org/publications/NERICA8.pdf)

## Edition

*InfoResources News* est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

*InfoResources* est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : *InfoForest/Intercooperation*, *Info Service CDE* et *InfoAgrar*. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

**Equipe de rédaction :**  
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

**Contact :**  
*InfoResources*  
Länggasse 85  
3052 Zollikofen  
Tel.: +41 31 910 21 91  
Fax: +41 31 910 21 54  
[info@inforesources.ch](mailto:info@inforesources.ch)  
[www.inforesources.ch](http://www.inforesources.ch)